

HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 21.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De artikelen 3, 4, 5, 6, 16 en 17 zijn van toepassing op de inrichtingen die in werking zijn op 1 januari 2007. Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,  
B. LUTGEN

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 220

[2006/200099]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de fabrication de carreaux en céramique et de tuiles, briques et autres produits en terre cuite pour la construction**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4, 5, 7, 8 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 19 juillet 2004, n° 37.453, donné en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions générales*Section 1<sup>re</sup>. — Champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions s'appliquent aux installations de fabrication de carreaux en céramique dont la capacité de production est supérieure ou égale à 100 kg/jour, visés par les rubriques n° 26.30.02 et n° 26.30.03 et aux installations de fabrication de tuiles, briques et autres produits en terre cuite pour la construction dont la capacité de production est supérieure à 100 kg/jour, visés par les rubriques n° 26.40.02 et n° 26.40.03 de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidence et des installations et activités classées.

## Section 2. — Définitions

**Art. 2.** Aux fins du présent arrêté, on entend par établissement existant : tout établissement dûment autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ainsi que l'établissement pour lequel une demande de permis a été introduite entre l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** Les mesures sont prises pour éviter tout entraînement, par le ruissellement des eaux, des matières premières naturelles stockées en vrac, telles qu'extraites de carrières et sans adjuvants, en cas de stockage non protégé des intempéries.

**Art. 4.** Le stockage des autres matières premières en vrac, non protégé des intempéries, à l'exclusion de celles visées à l'article 3, s'effectue sur une surface imperméable munie d'un système de collecte des eaux. Ces eaux sont dirigées vers un bassin de décantation dont l'effluent doit respecter les conditions imposées dans le chapitre V.

**Art. 5.** Les ateliers et leurs dépendances sont séparés des locaux habités et de leurs accès par des murs, hourdis, cloisons, en briques ou en béton, plafonds et planchers ayant un degré de résistance au feu d'au moins une heure et ne comportant que les ouvertures indispensables à l'exploitation et à la sécurité. Les portes coupe-feu sont à fermeture automatique et présentent une résistance au feu d'une demi-heure au moins.

**Art. 6.** Les locaux habités comportent aux moins un accès indépendant de l'atelier et de ses dépendances. L'atelier n'a pas de communication directe avec les locaux habités ou occupés par des tiers.

**Art. 7.** Les porches d'entrée qui sont séparés des ateliers par une cour à ciel ouvert de trois mètres de profondeur au moins ou qui sont isolés par une porte ayant une résistance au feu d'au moins une demi-heure ne sont pas considérés comme dépendance pour l'article 5.

**Art. 8.** Les portes et issues de secours des locaux utilisés pour remiser les véhicules automoteurs et leurs remorques, des garages et des ateliers s'ouvrent vers l'extérieur et les passages sont dégagés de tout obstacle.

**Art. 9.** Les voiries à l'intérieur du site sont recouvertes d'un revêtement solide de manière à ce que la circulation des véhicules ne provoque pas l'envol de poussières.

**Art. 10.** Des dispositions de nature à limiter les nuisances visuelles sont prescrites dans les conditions particulières.

**Art. 11.** L'autorité compétente, sur proposition du fonctionnaire technique intégrée dans le rapport de synthèse, fixe la hauteur minimum des cheminées des installations de cuisson.

#### CHAPITRE III. — *Exploitation*

**Art. 12.** Les poussières ambiantes, non recyclées en interne, résultant de l'activité ou aspirées à l'endroit de leur production sont récoltées dans des sacs ou autres récipients et stockées dans un local fermé ou amenées directement dans un silo hermétique.

**Art. 13.** Les déchets combustibles et les chiffons de nettoyage sont entreposés dans un récipient prévu à cet effet, et, afin de garantir la sécurité et d'éviter tout risque de nuisances, régulièrement évacués, sans dispersions pour le voisinage. Un contrat de collecte de ces déchets est conclu par l'exploitant.

**Art. 14.** Les matières provenant du bassin de décantation prévu à l'article 4 sont soit introduites dans le procédé de fabrication, soit évacuées en tant que déchets.

**Art. 15.** Tous les contrats ou accords passés entre l'exploitant et les firmes ou organismes chargés de l'évacuation et/ou du traitement des déchets évacués de l'établissement mentionnent explicitement les installations où ils seront finalement éliminés ou mis en œuvre.

Ces mentions comportent obligatoirement :

1° les coordonnées de ces installations ou chantiers;

2° toutes les informations utiles attestant que leur exploitation est couverte par toutes les autorisations requises et qu'ils sont régulièrement autorisés à accueillir les déchets visés.

**Art. 16.** La destruction par combustion de déchets liés à l'article 13 est interdite.

**Art. 17.** L'exploitant veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de l'installation. L'ensemble de l'installation, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de l'installation, sont nettoyés régulièrement, si nécessaire tous les jours.

#### CHAPITRE IV. — *Prévention des accidents et incendies*

**Art. 18.** Avant la mise en œuvre du projet et avant chaque modification des lieux et/ou des circonstances d'exploitation susceptibles de modifier les risques d'incendie ou de sa propagation, l'exploitant consulte, par l'intermédiaire du bourgmestre, le service d'incendie territorialement compétent sur les mesures à prendre et les équipements à mettre en œuvre en matière de prévention et de lutte contre les incendies et explosions, dans le respect de la protection du public et de l'environnement.

**Art. 19.** Le matériel de lutte contre l'incendie doit être en bon état de fonctionnement, protégé contre le gel, signalé, accessible et réparti dans l'établissement.

Ce matériel est contrôlé annuellement et l'exploitant veille à la qualité des produits d'extinction d'incendie.

#### CHAPITRE V. — *Eau*

##### *Section 1<sup>re</sup>.* — Conditions de déversement des eaux usées domestiques en eau de surface et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales

**Art. 20.** Les conditions de déversement d'eaux usées domestiques sont les suivantes, pour des déversements supérieurs à 20 EH (équivalent-habitant) avant épuration :

Teneur en polluant Grandeur physique	Règle	Remarques
pH	< 9 et > 6,5	Le pH naturel de l'eau prélevée peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées s'il est < 6,5 ou > 9.
DBO5 à 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
MeS (matières en suspension) (2)	< 60 mg/l	
MS (2)	< 1 ml/l	Au cours d'une sédimentation statique de deux heures.
Teneur en polluant Grandeur physique	Règle	Remarques
Hydrocarbures non polaires extractibles au CCl4 (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	Le CCl4 peut être remplacé par un autre solvant perhalogéné compatible avec la méthode d'analyse IR (Infra-Rouge).
Température	30 °C	
NB : 1 EH = 60 g DBO5/jour		
(1) Pour des volumes journaliers déversés supérieurs à 18 m <sup>3</sup> /j		
(2) Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, les teneurs sont à ajouter aux teneurs de l'eau prélevée		

En outre :

1° les eaux à déverser qui contiennent des organismes pathogènes dans des proportions telles qu'ils risquent de contaminer dangereusement l'eau réceptrice doivent être désinfectées;

2° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées par la Directive 76/464/CEE du Conseil du 4 mai 1976 concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté, ainsi que toute autre substance en concentration pouvant être directement ou indirectement nuisible à la santé de l'homme, à la flore ou à la faune. Les exploitants sont tenus, le cas échéant, de fournir lors de leur demande de permis d'environnement, des données complètes à cet égard;

3° un échantillon représentatif des eaux déversées ne peut contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque. En cas de doute, cela peut être constaté en versant l'échantillon dans une ampoule à décanter et en vérifiant ensuite si les deux phases peuvent être considérées.

*Section 2. — Conditions de déversement des eaux usées industrielles en eau de surface ordinaire et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales*

**Art. 21.** Les eaux usées industrielles rejetées en eau de surface ordinaire et dans les voies artificielles d'évacuation des eaux pluviales respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6,5 et 9. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9 ou inférieur à 6,5, peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C et en présence d'allyle thio-urée des eaux déversées ne peut dépasser 30 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 90 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 30 mg par litre;

5° la teneur en matières sédimentables des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 ml par litre (au cours d'une sédimentation statique de 2 heures);

6° la teneur en hydrocarbures non polaires des eaux déversées ne peut dépasser 15 mg par litre;

7° la teneur en détergents anioniques, cationiques et non-ioniques des eaux déversées ne peut dépasser 5 mg par litre;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 30 °C;

9° la teneur en phosphore total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg P par litre;

10° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

11° la teneur en azote total des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg N par litre;

12° la teneur en fluorures des eaux déversées ne peut dépasser 10 mg par litre;

13° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Zn par litre;

14° la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,3 mg As par litre;

15° la teneur en baryum total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Ba par litre;

16° la teneur en antimoine total des eaux déversées ne peut dépasser 0,3 mg Sb par litre;

17° la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cu par litre;

18° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cr par litre;

19° la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0,01 mg Cr6+ par litre;

20° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Pb par litre;

21° la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 0,2 mg Ni par litre;

22° la teneur en étain total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Sn par litre;

23° la teneur en cadmium total des eaux déversées ne peut dépasser 0,6 mg Cd par litre;

24° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

25° les eaux déversées ne peuvent contenir les substances visées par la Directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

*Section 3. — Conditions de déversement à l'égout public et dans les collecteurs d'eaux usées*

**Art. 22.** Les eaux usées industrielles rejetées en égouts publics respectent les conditions suivantes :

1° le pH des eaux déversées doit être compris entre 6 et 9,5. Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire et/ou d'une eau souterraine, le pH naturel de ladite eau, s'il est supérieur à 9,5 ou inférieur à 6, peut être admis comme valeur limite du pH des eaux déversées;

2° la demande biochimique en oxygène en cinq jours à 20 °C des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg d'oxygène par litre;

3° la demande chimique en oxygène des eaux déversées ne peut dépasser 2 000 mg d'oxygène par litre;

4° la teneur en matières en suspension des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

5° la dimension des matières en suspension ne peut dépasser 10 mm de diamètre;

6° la teneur en matières extractibles à l'éther de pétrole des eaux déversées ne peut dépasser 500 mg par litre;

7° les eaux déversées ne peuvent contenir des huiles, des graisses ou autres matières flottantes en quantités telles qu'une couche flottante puisse être constatée de manière non équivoque;

8° la température des eaux déversées ne peut dépasser 45 °C;

9° la teneur en sulfates des eaux déversées ne peut dépasser 1 000 mg par litre;

10° la teneur en azote ammoniacal des eaux déversées ne peut dépasser 100 mg N par litre;

- 11° la teneur en fluorures des eaux déversées ne peut dépasser 25 mg par litre;  
 12° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Zn par litre;  
 13° la teneur en arsenic total des eaux déversées ne peut dépasser 0,3 mg As par litre;  
 14° la teneur en baryum total des eaux déversées ne peut dépasser 3 mg Ba par litre;  
 15° la teneur en antimoine total des eaux déversées ne peut dépasser 0,3 mg Sb par litre;  
 16° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Cr par litre;  
 17° la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Cr par litre;  
 18° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 1 mg Pb par litre;  
 19° la teneur en nickel total des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 mg Ni par litre;  
 20° la teneur en étain total des eaux déversées ne peut dépasser 0,3 mg Sn par litre;  
 21° la teneur en cadmium total des eaux déversées ne peut dépasser 0,6 mg Cd par litre;

22° les eaux déversées ne peuvent contenir des gaz dissous inflammables ou explosifs ou des produits susceptibles de provoquer le dégagement de tels gaz;

23° les eaux déversées ne peuvent, sans autorisation expresse, contenir les substances visées par la Directive 76/464/CEE et par les directives filles prises en application de cette directive, ainsi que celles visées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 septembre 2002 visant à adapter la liste des substances pertinentes de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 juin 2000 relatif à la protection des eaux de surface contre la pollution causée par certaines substances dangereuses.

#### CHAPITRE VI. — Air

**Art. 23.** La concentration en poussières totales dans tous les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère ne dépasse pas les 50 mg/Nm<sup>3</sup>. Cette valeur limite doit être respectée sans dilution autre que celle nécessaire à la bonne marche des installations.

**Art. 24.** Les valeurs d'émissions suivantes doivent être respectées pour les gaz de combustion provenant des installations de cuisson.

Paramètre		Valeurs limites d'émission de gaz de combustion
SO <sub>x</sub>	x = teneur en soufre (S %) dans la matière première principale	
	0,12 < x <= 0,25	500 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,25 < x <= 0,50	1 000 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,50 < x <= 0,75	1 500 mg/Nm <sup>3</sup>
	x > 0,75	2 000 mg/Nm <sup>3</sup>
HF	x = teneur en soufre (S %) dans la matière première principale	
	0,12 < x <= 0,25	5 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,25 < x <= 0,50	10 mg/Nm <sup>3</sup>
	x > 0,50	15 mg/Nm <sup>3</sup>
HCl		30 mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières		50 mg/Nm <sup>3</sup>
COV	pour les fours à postcombustion	50 mg/Nm <sup>3</sup>
	pour les fours sans postcombustion	150 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	pour les fours à postcombustion	100 mg/Nm <sup>3</sup>
	pour les fours sans postcombustion - cas général	800 mg/Nm <sup>3</sup>
	pour les fours sans postcombustion cas particuliers - production des briques perforées pour murs intérieurs (snelbouw) dans tous types de fours; tous types de productions dans des fours circulaires et fours de campagne	1 500 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxines et furanes		0,1 ng TEQ/Nm <sup>3</sup>

Ces valeurs sont exprimées pour des conditions normales de référence telles que définies aux conditions générales, et rapportées à 18 % d'oxygène dans l'effluent.

Pour les composés organiques volatiles (COV), on prend en considération la teneur totale en substances organiques, exprimée en unités de masse carbone par volume de gaz de combustion.

#### CHAPITRE VII. — Contrôle et auto-surveillance

**Art. 25.** L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance, au siège d'exploitation, les documents visés à l'article 15 ainsi que les bons de reprise et/ou de traitement et/ou d'élimination des déchets issus des installations.

**Art. 26.** L'exploitant tient à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance les rapports établis par les organismes ou les services qui ont effectué les contrôles prescrits par les articles 20 à 24.

**Art. 27.** L'autorité fixe la fréquence des contrôles relatifs aux rejets d'eaux industrielles.

Pour ce qui concerne les rejets atmosphériques, les mesures sont effectuées en dehors des périodes de démarrage et d'arrêt. La durée d'échantillonnage de chaque mesure est fixée par la méthode de mesure. A défaut, elle doit être d'au moins une demi-heure.

La périodicité des mesures est annuelle.

Les opérations de contrôles sont effectuées aux frais de l'exploitant suivant des méthodes de référence ou toute autre méthode dont l'équivalence à une méthode de référence a été prouvée.

Le point de mesure doit être facile d'accès, conçu et choisi de telle façon qu'il soit possible d'effectuer une analyse à l'émission représentative des rejets de l'installation.

Lorsque le résultat des mesures indique, pour un paramètre, que la concentration est inférieure à 20 % de la valeur limite, la périodicité pour ce paramètre est portée à deux ans.

Lorsque le résultat des mesures indique un non-respect des normes de rejet, l'exploitant en informe sans délai le fonctionnaire chargé de la surveillance.

Si ce dépassement est :

- inférieur à 10 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre peut être prévue dans les trois mois;

- compris entre 10 et 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans les trois mois;

- supérieur à 100 % de la valeur limite à l'émission, une nouvelle mesure de ce paramètre doit être prévue dans le mois et si ce dépassement persiste, l'exploitant rédige un rapport recensant les causes des dépassements et les mesures prises pour le respect des normes imposées. Ce rapport est envoyé dans les trente jours qui suivent la deuxième mesure au fonctionnaire chargé de la surveillance et au fonctionnaire technique.

Dans tous les cas, les modalités de surveillance sont laissées à l'appréciation du fonctionnaire chargé de la surveillance.

Les protocoles d'analyses sont envoyés au fonctionnaire chargé de la surveillance, et par ailleurs tenu en permanence à sa disposition.

#### CHAPITRE VIII. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 28.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles 5, 6, 7, 8, 9, 23 et 24 s'appliquent aux établissements existants le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

Namur, le 22 décembre 2005.

Le Ministre Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,  
B. LUTGEN

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 220

[2006/200099]

**22. DEZEMBER 2005 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Herstellung von Keramikfliesen und von Dachziegeln, Ziegelsteinen und anderen Produkten aus gebackenem Ton für den Baubereich**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4, 5, 7, 8 und 9; Aufgrund des Beschlusses der Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 19. Juli 2004 in Anwendung des Artikels 84 Absatz 1<sup>o</sup> der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 37.453;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus; Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmungen*

##### *Abschnitt 1 — Anwendungsbereich*

**Artikel 1** - Die vorliegenden Bedingungen finden Anwendung auf die Anlagen zur Herstellung von Keramikfliesen mit einer Herstellungskapazität von mindestens 100 kg/Tag, die in den Rubriken Nr. 26.30.02 und Nr. 26.30.03 der Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt werden, und auf die Anlagen zur Herstellung von Dachziegeln, Ziegelsteinen und anderen Produkten aus gebackenem Ton für den Baubereich mit einer Herstellungskapazität von mehr als 100 kg/Tag, die in den Rubriken Nr. 26.40.02 und 26.40.03 dieses Erlasses erwähnt werden.



*Abschnitt 2 — Definitionen*

**Art. 2** - Für die Zwecke des vorliegenden Erlasses bezeichnet der Wortlaut "bestehender Betrieb" jeglichen Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassen wurde, oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist, sowie jeglichen Betrieb, für den zwischen dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ein Genehmigungsantrag eingereicht wurde.

*KAPITEL II — Standort und Bau*

**Art. 3** - Maßnahmen werden getroffen, um jegliches Abtransportieren der lose gelagerten natürlichen Grundstoffe, so wie sie aus Steinbrüchen gewonnen werden und ohne Zusatzmittel, durch das Abfließen des Wassers zu vermeiden, wenn das Lager nicht gegen die Witterungsverhältnisse geschützt ist.

**Art. 4** - Die lose und nicht gegen die Witterungsverhältnisse geschützte Lagerung der anderen Grundstoffe, mit Ausnahme derjenigen, die in Artikel 3 erwähnt werden, erfolgt auf einer undurchlässigen Fläche, die mit einem Wassersammlungssystem versehen ist. Dieses Wasser wird zu einem Absetzbecken geleitet, dessen Abwasser den in Kapitel V auferlegten Bedingungen genügen muss.

**Art. 5** - Die Werkstätten und deren Nebengebäude sind von den bewohnten Räumlichkeiten und von deren Zugängen durch Wände, Hourdisplatten, Trennwände, aus Ziegelsteinen oder aus Beton, durch Decken und Fußböden mit einer Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer Stunde, und die nur die für die Betreibung und die Sicherheit unabdingbaren Öffnungen aufweisen, getrennt. Die Brandschutztüren schließen automatisch und weisen eine Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer halben Stunde auf.

**Art. 6** - Die bewohnten Räume verfügen über mindestens einen von der Werkstatt und deren Nebengebäuden unabhängigen Zugang. Ab der Werkstatt ist kein direkter Zugang zu den durch Dritte bewohnten oder besetzten Räumlichkeiten möglich.

**Art. 7** - Die Eingangsbereiche, die von den Werkstätten durch einen mindestens drei Meter tiefen Hof ohne Dach abgetrennt sind oder die durch eine Tür mit einer Feuerwiderstandsdauer von mindestens einer halben Stunde getrennt sind, werden in Bezug auf Artikel 5 nicht als Nebenräume betrachtet.

**Art. 8** - Die Türen und Notausgänge der Räume, wo Kraftfahrzeuge und deren Anhänger geparkt werden, der Garagen und Werkstätten öffnen nach außen und es stehen keine Hindernisse in den Durchgängen.

**Art. 9** - Die innerhalb des Standorts befindlichen Verkehrswege sind mit einer stabilen Beschichtung bedeckt und werden regelmäßig gesäubert, so dass der Fahrzeugverkehr keine Staubentwicklung verursacht.

**Art. 10** - In den besonderen Bedingungen werden die Vorrichtungen vorgeschrieben, die dazu dienen, die visuellen Belästigungen zu begrenzen.

**Art. 11** - Auf einen im zusammenfassenden Bericht integrierten Vorschlag des technischen Beamten hin setzt die zuständige Behörde die Mindesthöhe der Schornsteine der Brennanlagen fest.

*KAPITEL III — Bewirtschaftung*

**Art. 12** - Der durch die Tätigkeit produzierte Staub, der nicht im Betrieb recycelt oder am Ort dessen Entstehung abgesaugt wird, wird in Säcke oder sonstige Behälter eingepackt und in einem geschlossenen Raum gelagert oder aber direkt einem luftdicht verschlossenen Silo zugeführt.

**Art. 13** - Die brennbaren Abfälle und die Reinigungslappen werden in einem zu diesem Zweck vorbehaltenen Behälter gelagert und regelmäßig entfernt, ohne in der Umgebung verstreut zu werden, damit die Sicherheit gewährleistet wird und jede Belästigungsgefahr vermieden wird. Der Betreiber schließt einen Vertrag in Bezug auf die Sammlung dieser Abfälle.

**Art. 14** - Die aus dem in Artikel 4 vorgesehenen Absetzbecken stammenden Stoffe werden entweder in das Produktionsverfahren eingeleitet oder als Abfälle entsorgt.

**Art. 15** - Die gesamten Verträge oder Abkommen, die zwischen dem Betreiber und den Firmen oder Einrichtungen abgeschlossen werden, die mit der Beseitigung und/oder der Behandlung der aus dem Betrieb abgeführten Abfälle beauftragt sind, geben ausdrücklich die Anlagen, wo sie letztendlich entsorgt oder verwertet werden, an.

Diese Angaben umfassen zwangsläufig:

1° die nähere Angaben zu diesen Anlagen oder Baustellen;

2° alle nützlichen Informationen, wodurch bescheinigt wird, dass deren Betreibung durch alle erforderlichen Genehmigungen gedeckt wird und dass es ihnen ordnungsgemäß erlaubt ist, die erwähnten Abfälle anzunehmen.

**Art. 16** - Die Verbrennung der in Artikel 13 erwähnten Abfälle ist verboten.

**Art. 17** - Der Betreiber sorgt für den betriebsfähigen Zustand, die Unterhaltung und Sauberkeit der Anlage. Der gesamte Betrieb, einschließlich des Ein- und Ausgangs, die Parkflächen und die Umgebung der Anlage werden regelmäßig und notfalls täglich gereinigt.

*KAPITEL IV — Unfall- und Brandverhütung*

**Art. 18** - Vor der Durchführung des Projekts und vor jeglicher Änderung der Räumlichkeiten und/oder der Betriebsverhältnisse, aus denen sich eine Änderung der Brandgefahr oder der Ausbreitung des Feuers ergeben könnte, erkundigt sich der Betreiber über den Bürgermeister beim örtlich zuständigen Feuerwehrdienst über die zu treffenden Maßnahmen und die einzusetzenden Ausrüstungen in Sachen Brand- und Explosionsverhütung und -bekämpfung im Rahmen des Schutzes der Öffentlichkeit und der Umwelt.

**Art. 19** - Die Ausrüstungen zur Feuerbekämpfung sind in gutem Betriebszustand und vor dem Frost geschützt zu halten; sie müssen auf geeignete Weise gekennzeichnet, zugänglich und im ganzen Betrieb verteilt sein.

Diese Ausrüstungen werden jährlich kontrolliert und der Betreiber hat für die Qualität der Brandlöschmittel zu sorgen.

## KAPITEL V — Wasser

## Abschnitt 1 — Bedingungen für die Ableitung des Haushaltsabwassers in das Oberflächenwasser und in künstliche Abflusswege für Regenwasser

**Art. 20** - Die Bedingungen für die Ableitung des Haushaltsabwassers sind die Folgenden, was die Ableitungen betrifft, die 20 EGW (Einwohnergleichwerte) vor der Klärung übertreffen:

Schadstoffgehalt Physikalische Einheit	Regel	Bemerkungen
pH	< 9 und > 6,5	Der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers kann als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden, wenn er < 6,5 oder > 9 ist;
BSB5 bei 20°C (2)	< 50 mg/l < (30) mg/l (1)	
SS (Schwebstoffe) (2)	< 60 mg/l	
ablagerungsfähige Stoffe (2)	< 1 ml/l	Im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden
Schadstoffgehalt Physikalische Einheit	Regel	Bemerkungen
mit CCl <sub>4</sub> extrahierbare nicht polare Kohlenwasserstoffe (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	Das CCl <sub>4</sub> kann durch ein anderes, mit dem IR-(Infrarot)-Analyseverfahren kompatibles perhalogeniertes Lösungsmittel ersetzt werden.
Temperatur	30°C	
ANM.: 1 EGW = 60 g BSB5/Tag		
(1) Für abgeleitete Tagesvolumen von mehr als 18 m <sup>3</sup> /j		
(2) Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, sind die Gehalte zu den Gehalten des entnommenen Wassers hinzuzufügen		

Außerdem:

1° das abzuleitende Abwasser, das pathogene Organismen in solchen Verhältnissen enthält, dass es das aufnehmende Wasser auf gefährliche Weise verseuchen könnte, muss desinfiziert werden;

2° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG des Rates vom 4. Mai 1976 betreffend die Verschmutzung infolge der Ableitung bestimmter gefährlicher Stoffe in die Gewässer der Gemeinschaft erwähnten Stoffe, sowie jeglichen anderen Stoff in einer Konzentration, die sich direkt oder indirekt schädlich auf die menschliche Gesundheit, die Flora oder die Fauna auswirken kann, nicht enthalten. Die Betreiber sind gegebenenfalls verpflichtet, während ihres Antrags auf eine Umweltgenehmigung diesbezüglich zusätzliche Angaben zu liefern;

3° eine für das abgeleitete Abwasser repräsentative Probe darf keine Öle, Fette oder anderen Schwebstoffe in solchen Mengen enthalten, dass eine schwimmende Schicht zweifellos festgestellt werden kann. Im Zweifelsfalle kann dies festgestellt werden, indem die Probe in einen Scheidetrichter geschüttet wird und nachher geprüft wird, ob die beiden Phasen in Betracht gezogen werden können.

## Abschnitt 2 — Bedingungen für die Ableitung des industriellen Abwassers in gewöhnliches Oberflächenwasser und künstliche Abflusswege für Regenwasser

**Art. 21** - Für das in gewöhnliches Oberflächenwasser und in die künstlichen Ableitungswege für Regenwasser abgeleitete industrielle Abwasser sind folgende Bedingungen einzuhalten :

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6,5 und 9 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt, kann der natürliche pH-Wert des besagten Abwassers, wenn er über 9 oder unter 6,5 liegt, als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20°C und bei Vorhandensein von Allyl-Thioharnstoff des abgeleiteten Abwassers darf 30 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 90 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 30 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° der Gehalt an ablagerungsfähigen Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 ml pro Liter (im Laufe einer statischen Ablagerung von 2 Stunden) nicht überschreiten;

6° der Gehalt an nichtpolaren Kohlenwasserstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 15 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° der Gehalt an anionischen, kationischen und nichtionischen Detergenzien des abgeleiteten Abwassers darf 5 mg pro Liter nicht überschreiten;

8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 30°C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an gesamtem Phosphor des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg P pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an gesamtem Stickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg N pro Liter nicht überschreiten;

12° der Gehalt an Fluoriden des abgeleiteten Abwassers darf 10 mg pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an gesamtem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

14° der Gehalt an gesamtem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,3 mg As pro Liter nicht überschreiten;

- 15° der Gehalt an gesamtem Barium des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Ba pro Liter nicht überschreiten;
- 16° der Gehalt an gesamtem Antimon des abgeleiteten Abwassers darf 0,3 mg Sb pro Liter nicht überschreiten;
- 17° der Gehalt an gesamtem Kupfer des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Cu pro Liter nicht überschreiten;
- 18° der Gehalt an gesamtem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;
- 19° der Gehalt an sechswertigem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,01 mg Cr6+ pro Liter nicht überschreiten;
- 20° la der Gehalt an gesamtem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;
- 21° der Gehalt an gesamtem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 0,2 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;
- 22° der Gehalt an gesamtem Zinn des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Sn pro Liter nicht überschreiten.
- 23° der Gehalt an gesamtem Kadmium des abgeleiteten Abwassers darf 0,6 mg Cd pro Liter nicht überschreiten;
- 24° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;
- 25° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe nicht enthalten.

### *Abschnitt 3 — Bedingungen für die Ableitung in die öffentlichen Kanalisationen und die Abwassersammelleitungen*

**Art. 22** - Das in die öffentlichen Kanalisationen abgeleitete Industrieabwasser muss folgenden Bedingungen genügen :

1° der pH-Wert des abgeleiteten Wassers muss zwischen 6 und 9,5 liegen. Wenn das abgeleitete Wasser aus der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser und/oder von Grundwasser stammt,

kann der natürliche pH-Wert des besagten Wassers als Grenzwert des pH-Werts des abgeleiteten Wassers angenommen werden, wenn er sich über 9,5 oder unter 6 befindet;

2° der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20°C des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

3° der chemische Sauerstoffbedarf des abgeleiteten Abwassers darf 2 000 mg Sauerstoff pro Liter nicht überschreiten;

4° der Gehalt an Schwebstoffen des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

5° die Dimension der Schwebstoffe darf 10 mm Durchmesser nicht überschreiten;

6° der Gehalt an mit Petrolether extrahierbaren Stoffen des abgeleiteten Abwassers darf 500 mg pro Liter nicht überschreiten;

7° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine Öle, Fette oder andere schwimmende Stoffe in derartigen Mengen enthalten sein, dass eine schwimmende Schicht eindeutig festgestellt werden kann;

8° die Temperatur des abgeleiteten Abwassers darf 45°C nicht überschreiten;

9° der Gehalt an Sulfaten des abgeleiteten Abwassers darf 1 000 mg pro Liter nicht überschreiten;

10° der Gehalt an Ammoniumstickstoff des abgeleiteten Abwassers darf 100 mg N pro Liter nicht überschreiten;

11° der Gehalt an Fluoriden des abgeleiteten Abwassers darf 25 mg pro Liter nicht überschreiten;

12° der Gehalt an gesamtem Zink des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Zn pro Liter nicht überschreiten;

13° der Gehalt an gesamtem Arsen des abgeleiteten Abwassers darf 0,3 mg As pro Liter nicht überschreiten;

14° der Gehalt an gesamtem Barium des abgeleiteten Abwassers darf 3 mg Ba pro Liter nicht überschreiten;

15° der Gehalt an gesamtem Antimon des abgeleiteten Abwassers darf 0,3 mg Sb pro Liter nicht überschreiten;

16° der Gehalt an gesamtem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

17° der Gehalt an sechswertigem Chrom des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Cr pro Liter nicht überschreiten;

18° der Gehalt an gesamtem Blei des abgeleiteten Abwassers darf 1 mg Pb pro Liter nicht überschreiten;

19° der Gehalt an gesamtem Nickel des abgeleiteten Abwassers darf 0,5 mg Ni pro Liter nicht überschreiten;

20° der Gehalt an gesamtem Zinn des abgeleiteten Abwassers darf 0,3 mg Sn pro Liter nicht überschreiten.

21° der Gehalt an gesamtem Kadmium des abgeleiteten Abwassers darf 0,6 mg Cd pro Liter nicht überschreiten;

22° im abgeleiteten Abwasser dürfen keine brennbaren oder explosionsgefährlichen Dissousgase oder Produkte, die die Entwicklung derartigen Gase verursachen können, enthalten sein;

23° das abgeleitete Abwasser darf die in der Richtlinie 76/464/EWG und in den in Anwendung dieser Richtlinie erlassenen Tochterrichtlinien erwähnten Stoffe, sowie die in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. September 2002 zur Anpassung der im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Juni 2000 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen Verschmutzung durch bestimmte gefährliche Stoffe angeführten Liste der relevanten Stoffe erwähnten Stoffe ohne ausdrückliche Genehmigung nicht enthalten.

### KAPITEL VI — Luft

**Art. 23** - Die Konzentration des Gesamtstaubes in allen in die Atmosphäre abgeleiteten gasförmigen Ausströmungen überschreitet darf 50 mg/Nm<sup>3</sup> nicht überschreiten. Dieser Grenzwert muss ohne weitere Verdünnung als diejenige, die zum guten Betrieb der Anlagen notwendig ist, eingehalten werden.



**Art. 24** - Die folgenden Emissionswerte müssen für die aus den Brennanlagen stammenden Verbrennungsgase eingehalten werden.

Parameter		Emissionsgrenzwerte der Verbrennungsgase
SO <sub>x</sub>	x = Schwefelgehalt (S%) im Hauptgrundstoff	
	0,12 < x <= 0,25	500 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,25 < x = 0,50	1 000 mg.Nm <sup>3</sup>
	0,50 < x = 0,75	1 500 mg.Nm <sup>3</sup>
	x > 0,75	2 000 mg/Nm <sup>3</sup>
HF	x = Schwefelgehalt (S%) im Hauptgrundstoff	
	0,12 < x <= 0,25	5 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,25 < x <= 0,50	10 mg/Nm <sup>3</sup>
	x > 0,50	15 mg/Nm <sup>3</sup>
HC1		30 mg/Nm <sup>3</sup>
Staub		50 mg/Nm <sup>3</sup>
flüchtige organische Verbindung	für die Nachverbrennungsöfen	50 mg/Nm <sup>3</sup>
	für die Öfen ohne Nachverbrennung	150 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	für die Nachverbrennungsöfen	100 mg/Nm <sup>3</sup>
	für die Öfen ohne Nachverbrennung - allgemeiner Fall	800 mg/Nm <sup>3</sup>
	für die Öfen ohne Nachverbrennung Sonderfall - Produktion von Lochziegeln für Innenwände (Schnellbau) in allen Ofentypen; alle Produktionsarten in Ringöfen und in Feldbrandöfen	1500 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxine und Furane		0,1 ng TEQ/Nm <sup>3</sup>

Diese Werte werden für normale Bezugsbedingungen ausgedrückt, so wie sie in den allgemeinen Bedingungen bestimmt werden, und auf 18% Sauerstoff im Abwasser bezogen.

Für die flüchtigen organischen Verbindungen berücksichtigt man den Gesamtgehalt an organischen Stoffen, der in Kohlenstoffmasseneinheit pro Verbrennungsgasvolumen ausgedrückt wird.

#### KAPITEL VII — Kontrolle und Selbstüberwachung

**Art. 25** - Der Betreiber hält die in Artikel 15 erwähnten Dokumente sowie die Scheine in Bezug auf die Rücknahme bzw. Behandlung bzw. Beseitigung der aus den Anlagen stammenden Abfälle am Sitz des Betriebs zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

**Art. 26** - Der Betreiber hält die von den Organen und Dienststellen, die die in den Artikeln 20 bis 24 vorgeschriebenen Kontrollen durchgeführt haben, erstellten Berichte zur Verfügung des mit der Überwachung beauftragten Beamten.

**Art. 27** - Die Behörde setzt die Häufigkeit der Kontrollen in Bezug auf die Ableitungen von Industrieabwasser fest.

Was die Ausstöße in die Atmosphäre betrifft, werden die Messungen außerhalb der Start- und Stillstandsphasen vorgenommen. Die Messmethode gibt die Dauer der Probenahme an. In Ermangelung davon beträgt sie mindestens ½ Stunde.

Die Messungen finden jährlich statt.

Die Kontrollen gehen zu Lasten des Betreibers nach Normalvergleichsmethoden oder einem anderen Verfahren, dessen Gleichwertigkeit mit einer Normalvergleichsmethode nachgewiesen worden ist.

Die Messstelle muss leicht zugänglich sein, so konzipiert und gewählt worden sein, dass eine repräsentative Messung der Emissionswerte möglich ist.

Wenn das Ergebnis der Messung für einen Parameter angibt, dass die Konzentration weniger als 20% des Grenzwertes beträgt, wird die Häufigkeit für diesen Parameter auf zwei Jahre hinaufgesetzt.

Wenn die Messungswerte eine Nichteinhaltung der Emissionswerte aufweisen, informiert der Betreiber unverzüglich den mit der Überwachung beauftragten Beamten.

Beträgt die Überschreitung:

- weniger als 10% des Emissionsgrenzwertes, so kann innerhalb drei Monaten eine neue Messung dieses Parameters vorgesehen werden;

- zwischen 10% und 100% des Emissionsgrenzwertes, so muss innerhalb drei Monaten eine neue Messung dieses Parameters vorgesehen werden;

- mehr als 100% des Emissionsgrenzwertes, so muss innerhalb eines Monats eine neue Messung dieses Parameters vorgesehen werden; wenn diese Überschreitung bleibt, so muss der Betreiber einen Bericht verfassen, in dem er die Ursachen dieser Überschreitungen und die von ihm getroffenen Maßnahmen zur Einhaltung der auferlegten Normen angibt. Dieser Bericht wird innerhalb 30 Tagen nach der zweiten Messung dem mit der Überwachung beauftragten Beamten und dem technischen Beamten zugestellt.

Unter allen Umständen entscheidet der mit der Überwachung beauftragte Beamte über die Überwachungsmodalitäten.

Die Analyseprotokolle werden dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zugeschickt und zum anderen stets zu seiner Verfügung gehalten.

#### KAPITEL VIII — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 28** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Die Artikel 5, 6, 7, 8, 9, 23 und 24 finden auf die am 1. Januar 2007 bestehenden Betriebe Anwendung.

Namur, den 22. Dezember 2005

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 220

[2006/200099]

**22 DECEMBER 2005. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de fabricage van keramische tegels en dakpannen, bakstenen en overige producten van gebakken klei bestemd voor de bouw**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 7, 8 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen hoogstens één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, nr 37.453, gegeven op 19 juli 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

##### *Afdeling 1. — Toepassingsgebied*

**Artikel 1.** Deze voorwaarden zijn van toepassing op de installaties voor de fabricage van keramische tegels waarvan de product capaciteit gelijk is aan 100 kg/dag of meer, zoals bedoeld in de rubrieken nr. 26.30.02 en nr. 26.30.03, en op de installaties voor de fabricage van dakpannen, bakstenen en overige producten van gebakken klei bestemd voor de bouw waarvan de product capaciteit groter is dan 100 kg/dag, zoals bedoeld in de rubrieken nr. 26.40.02 en nr. 26.40.03 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

##### *Afdeling 2. — Definities*

**Art. 2.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder bestaande inrichting: elke inrichting die vóór de inwerkingtreding van dit besluit behoorlijk vergund is of voor de exploitatie waarvan een vergunning is afgeleverd na indiening van een aanvraag vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, alsook de inrichting waarvoor een vergunningsaanvraag is ingediend tussen de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de inwerkingtreding van dit besluit.

#### HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 3.** Er worden maatregelen genomen om te voorkomen dat los opgeslagen natuurlijke grondstoffen, bijv. die uit groeven en die zonder toeslag, door waterafvloeiing meegevoerd worden in geval van onbeschutte opslag.

**Art. 4.** De overige grondstoffen, met uitzondering van die bedoeld in artikel 3, worden los en zonder beschutting opgeslagen op een waterdichte oppervlakte die uitgerust is met een waterinzamelingsstelsel. Deze wateren worden afgevoerd naar een bezinkbak waarvan het afvalwater aan de in hoofdstuk V opgelegde voorwaarden voldoet.

**Art. 5.** De werkplaatsen en hun aanhorigheden zijn van de bewoonde lokalen en de toegangen hiertoe gescheiden door muren, vloerplaten, wanden, in baksteen of beton, door plafonds en vloeren die minstens één uur brandbestendig zijn en slechts van de nodige openingen voor de exploitatie en de veiligheid voorzien zijn. De brandwerende deuren gaan automatisch dicht en zijn minstens een half uur brandbestendig.

**Art. 6.** De bewoonde lokalen hebben minstens één toegang die niet tot de werkplaats of de aanhorigheden leidt. De werkplaats is niet rechtstreeks verbonden met de bewoonde of door derden bezette lokalen.

**Art. 7.** De ingangsportalen, gescheiden van de werkplaatsen door een openluchtkoer die minstens 3 m diep is of geïsoleerd met een deur die minstens een halfuur brandbestendig is, worden niet als aanhorigheid beschouwd in de zin van artikel 5.

**Art. 8.** De nooddeuren en -uitgangen van de lokalen waar de motorvoertuigen en aanhangwagens ondergebracht worden en die van de garages en werkplaatsen gaan open naar buiten. De gangen zijn vrij van elk obstakel.

**Art. 9.** Het wegdek van de wegen binnen de site is verhard zodat er geen stoffen kunnen wegwaaien wegens het voertuigenverkeer.

**Art. 10.** De bijzondere voorwaarden voorzien in maatregelen ter beperking van visuele hinder.

**Art. 11.** De bevoegde overheid legt de minimale hoogte van de schoorstenen van de kookinstallaties vast op het voorstel van de technisch ambtenaar dat in het syntheserapport opgenomen is.

#### HOOFDSTUK III. — *Exploitatie*

**Art. 12.** De niet intern gerecycleerde omringende stofdeeltjes geproduceerd door de activiteit of opgezogen op de plaats waar ze voortgebracht worden, worden in zakken of in andere recipiënten opgevangen en in een gesloten lokaal opgeslagen of rechtstreeks naar een hermetische silo afgevoerd.

**Art. 13.** Brandbare afval en poetsdoeken worden opgeslagen in een daartoe bestemde recipiënt en, om de veiligheid te waarborgen en elk hinderrisico te voorkomen, regelmatig afgevoerd zonder verspreiding in de buurt. De exploitant sluit een contract af voor de inzameling van deze afvalstoffen.

**Art. 14.** De stoffen uit de bezinkbak bedoeld in artikel 4 worden hetzij in het fabricageproces opgenomen, hetzij als afval afgevoerd.

**Art. 15.** Alle contracten en overeenkomsten die de exploitant heeft afgesloten met firma's of instellingen belast met de afvoer en/of de behandeling van de afgevoerde afvalstoffen vermelden uitdrukkelijk de installaties waar zij weggevoerd of gevaloriseerd zullen worden.

De volgende gegevens moeten vermeld worden :

1° het adres en verdere gegevens betreffende die installaties of werven;

2° alle nuttige inlichtingen waarbij bevestigd wordt dat de exploitatie gedekt is door de vereiste vergunningen en dat zij er regelmatig toe gemachtigd zijn bedoelde afvalstoffen op te vangen.

**Art. 16.** Het is verboden de in artikel 13 bedoelde afvalstoffen door verbranding te vernietigen.

**Art. 17.** De exploitant ziet toe op de vlotte werking, het onderhoud en de reinheid van de installatie. De gezamenlijke installatie, in- en uitgang, parkeerplaatsen en omgeving inbegrepen, wordt regelmatig, desnoods dagelijks, gereinigd.

#### HOOFDSTUK IV. — *Ongevallen- en brandpreventie*

**Art. 18.** Vóór de uitvoering van het project en vóór elke wijziging van de plaats en/of de exploitatieomstandigheden die gevaar voor brand en brandverspreiding inhouden, pleegt de uitbater door bemiddeling van de burgemeester overleg met de territoriaal bevoegde brandweerdienst over de te treffen maatregelen inzake brand- en explosiepreventie en -bestrijding en over de uitrustingen waarin voorzien moet worden met het oog op de bescherming van de bevolking en het leefmilieu.

**Art. 19.** Het brandbestrijdingsmateriaal bevindt zich in goed staat van werking, is tegen vorst beschermd, aangegeven, toegankelijk en over de inrichting verspreid.

Dat materiaal wordt jaarlijks gecontroleerd en de exploitant ziet toe op de kwaliteit van de brandblusproducten.

#### HOOFDSTUK V. — *Water*

##### *Afdeling 1. — Voorwaarden voor het lozen van huishoudelijk afvalwater in gewoon oppervlaktewater en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater*

**Art. 20.** Lozingen van huishoudelijk afvalwater boven 20 i.e. (inwoner equivalent) voorafgaand aan een zuivering voldoen aan de volgende voorwaarden :

Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootte	Regel	Opmerkingen
pH	< 9 en > 6,5	De natuurlijke pH van het opgenomen water kan als grenswaarde van de pH van het geloosde water aangenomen worden indien hij < 6,5 of > 9 is.
DBO5 bij 20 °C (2)	< 50 mg/l < 30 mg/l (1)	
MeS (zwevende stoffen) (2)	< 60 mg/l	
MS (2)	< 1 ml/l	Gedurende twee uur statische bezinking
Gehalte aan verontreinigende stoffen Fysieke grootte	Regel	Opmerkingen
Met CCl4 extraheerbare niet-polaire koolwaterstoffen (2)	< 5 mg/l < 3 mg/l (1)	CCl4 kan worden vervangen door een ander pergehalogeneerd oplosmiddel verenigbaar met de analysemethode IR (InfraRood)
Temperatuur	30 °C	
NB : 1 i.e. = 60 g DBO5/dag		
(1) Voor geloosde dagelijkse hoeveelheden boven 18 m <sup>3</sup> /d		
(2) Als het geloosde water voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of grondwater, worden de gehalten toegevoegd aan die van het opgenomen water		

Bovendien :

1° moet het te lozen water ontsmet worden als het zulke hoeveelheden pathogene organismen bevat dat het ontvangende water ernstig besmet dreigt te worden;

2° moet het geloosde water vrij zijn van de stoffen bedoeld in Richtlijn 76/464/EEG van de Raad van 4 mei 1976 betreffende de verontreiniging veroorzaakt door bepaalde gevaarlijke stoffen die in het aquatisch milieu van de Gemeenschap worden geloosd, alsmede van elke andere stof in concentratie die de volksgezondheid, flora of fauna al dan niet rechtstreeks zou kunnen schaden. De exploitanten moeten bij het aanvragen van een milieuvergunning desgevallend volledige gegevens in dat verband verstrekken;

3° moet een representatief monster van het geloosde water vrij zijn van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfslaag vormen. In geval van twijfel wordt het monster in een buikflesje gegoten en wordt vervolgens nagegaan of beide fasen al dan niet in aanmerking kunnen worden genomen.

*Afdeling 2.* — Voorwaarden voor het lozen van industrieel afvalwater in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater

**Art. 21.** Industrieel afvalwater dat in gewoon oppervlaktewater en in kunstmatige afvoerwegen voor regenwater geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6,5 en 9. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9 of lager dan 6,5;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C en bij aanwezigheid van allyl thio-ureum is niet hoger dan 30 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 90 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 30 mg per liter;

5° het gehalte aan bezinkbare stoffen is niet hoger dan 0,5 ml per liter (statische bezinking gedurende 2 uur);

6° het gehalte aan niet-polaire koolwaterstoffen is niet hoger dan 15 mg per liter;

7° het gehalte aan anionactieve, kationactieve en niet-ionogene wasmiddelen is niet hoger dan 5 mg per liter;

8° de temperatuur is niet hoger dan 30 °C;

9° het gehalte aan totaal fosfor is niet hoger dan 3 mg P per liter;

10° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

11° het gehalte aan totaal stikstof is niet hoger dan 10 mg N per liter;

12° het gehalte aan fluoriden is niet hoger dan 10 mg per liter;

13° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 1 mg Zn per liter;

14° het gehalte aan totaal arsenicum is niet hoger dan 0,3 mg As per liter;

15° het gehalte aan totaal barium is niet hoger dan 3 mg Ba per liter;

16° het gehalte aan totaal antimonium is niet hoger dan 0,3 mg Sb per liter;

17° het gehalte aan totaal koper is niet hoger dan 0,5 mg Cu per liter;

18° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 0,5 mg Cr per liter;

19° het gehalte aan chroom hexavalent is niet hoger dan 0,01 mg Cr<sup>6+</sup> per liter;

20° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 0,5 mg Pb per liter;

21° het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 0,2 mg Ni per liter;

22° het gehalte aan totaal tin is niet hoger dan 3 mg Sn per liter;

23° het gehalte aan totaal cadmium is niet hoger dan 0,6 mg Cd per liter;

24° het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfslaag vormen;

25° het geloosde water is vrij van de stoffen bedoeld in Richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

*Afdeling 3.* — Voorwaarden voor lozingen van afvalwater in openbare rioleringen en afvalwatercollectoren.

**Art. 22.** Industrieel afvalwater dat in openbare rioleringen geloosd wordt, voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° de pH-waarde ligt tussen 6 en 9,5. Als het voortkomt uit het gebruik van gewoon oppervlaktewater en/of van grondwater, kan de natuurlijke pH-waarde als grenswaarde van de pH aangenomen worden als ze hoger is dan 9,5 of lager dan 6;

2° de biochemische zuurstofbehoefte over vijf dagen bij 20 °C is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

3° de chemische zuurstofbehoefte is niet hoger dan 2 000 mg per liter;

4° het gehalte aan zwevende stoffen is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

5° de diameter van de zwevende stoffen bedraagt niet meer dan 10 mm;

6° het gehalte aan met petroleumether extraheerbare stoffen is niet hoger dan 500 mg per liter;

7° het geloosde water is vrij van oliën, vetten of andere drijvende stoffen waarvan duidelijk kan worden vastgesteld dat ze een drijfslaag vormen;

8° de temperatuur is niet hoger dan 45 °C;

9° het gehalte aan sulfaten is niet hoger dan 1 000 mg per liter;

10° het gehalte aan ammoniumstikstof is niet hoger dan 100 mg N per liter;

11° het gehalte aan fluoriden is niet hoger dan 25 mg per liter;

12° het gehalte aan totaal zink is niet hoger dan 1 mg Zn per liter;

13° het gehalte aan totaal arsenicum is niet hoger dan 0,3 mg As per liter;

- 14° het gehalte aan totaal barium is niet hoger dan 3 mg Ba per liter;  
 15° het gehalte aan totaal antimonium is niet hoger dan 0,3 mg Sb per liter;  
 16° het gehalte aan totaal chroom is niet hoger dan 1 mg Cr per liter;  
 17° het gehalte aan chroom hexavalent is niet hoger dan 0,5 mg Cr per liter;  
 18° het gehalte aan totaal lood is niet hoger dan 1 mg Pb per liter;  
 19° het gehalte aan totaal nikkel is niet hoger dan 0,5 mg Ni per liter;  
 20° het gehalte aan totaal tin is niet hoger dan 0,3 mg Sn per liter;  
 21° het gehalte aan totaal cadmium is niet hoger dan 0,6 mg Cd per liter;

22° het bevat geen opgelost ontvlambaar of ontplofbaar gas, noch producten die het vrijmaken van dergelijke gasen kunnen veroorzaken;

23° het is, behoudens uitdrukkelijke toestemming, vrij van de stoffen bedoeld in Richtlijn 76/464/EEG en in de dochterrichtlijnen genomen overeenkomstig voormelde richtlijn, alsook in het besluit van 12 september 2002 tot aanpassing van de lijst van de relevante stoffen bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 29 juni 2000 tot bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging door bepaalde gevaarlijke stoffen.

#### HOOFDSTUK VI. — *Lucht*

**Art. 23.** De concentratie van totale stoffen in alle in de lucht uitgestoten gaseffluenten mag niet hoger zijn dan 50 mg/Nm<sup>3</sup>. Deze grenswaarde moet in acht genomen worden zonder andere dilutie dan die nodig is voor de vlotte werking van de installaties.

**Art. 24.** Bij rookgassen van kookinstallaties worden de volgende emissiewaarden in acht genomen :

Parameter		Emissiegrenswaarde rookgassen
SO <sub>x</sub>	x = zwavelgehalte (S %) in de hoofdgrondstof	
	0,12 < x <= 0,25	500 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,25 < x <= 0,50	1 000 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,50 < x <= 0,75	1 500 mg/Nm <sup>3</sup>
	x > 0,75	2 000 mg/Nm <sup>3</sup>
HF	x = zwavelgehalte (S %) in de hoofdgrondstof	
	0,12 < x <= 0,25	5 mg/Nm <sup>3</sup>
	0,25 < x <= 0,50	10 mg/Nm <sup>3</sup>
	x > 0,50	15 mg/Nm <sup>3</sup>
HC1		30 mg/Nm <sup>3</sup>
Stoffen		50 mg/Nm <sup>3</sup>
VOS	voor naverbrandingsovens	50 mg/Nm <sup>3</sup>
	voor ovens zonder naverbranding	150 mg/Nm <sup>3</sup>
CO	voor naverbrandingsovens	100 mg/Nm <sup>3</sup>
	voor ovens zonder naverbranding - algemeen geval	800 mg/Nm <sup>3</sup>
	voor ovens zonder naverbranding - bijzondere gevallen - productie van geperforeerde bakstenen voor binnenwanden (snelbouw) in elk oven-type; alle productietypes in ring-ovens en veldovens	1 500 mg/Nm <sup>3</sup>
Dioxinen en furanen		0,1 ng TEQ/Nm <sup>3</sup>

Deze waarden worden uitgedrukt voor normale referentievoorwaarden, zoals bepaald in de algemene voorwaarden, en teruggebracht op 18 % zuurstof in de effluent.

Voor vluchtige organische stoffen (VOS) wordt het totaalgehalte aan organische stoffen, uitgedrukt in massa-eenheden per rookgasvolume, in aanmerking genomen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Controle en zelftoezicht*

**Art. 25.** De documenten bedoeld in artikel 15, alsook de bewijzen van overname en/of behandeling en/of wegwerking van de door de installaties voorgebrachte afvalstoffen, worden door de exploitant op de exploitatiezetel ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

**Art. 26.** De rapporten opgesteld door de instellingen of de diensten die de in de artikelen 20 à 24 voorgeschreven controles hebben uitgevoerd, worden door de exploitant ter inzage gelegd van de toezichthoudende ambtenaar.

**Art. 27.** De overheid bepaalt de frequentie van de controles op de lozingen van industrieel afvalwater.

Wat de lozingen in de lucht betreft, worden de metingen buiten de start- en stilstandperiodes uitgevoerd. De bemonsteringsduur van elke meting wordt door de meetmethode bepaald. Bij gebrek aan die methode duurt de bemonstering minstens een halfuur.



De metingen worden jaarlijks uitgevoerd.

De controles worden voor rekening van de exploitant uitgevoerd volgens de referentiemethodes of elke andere methode waarvan bewezen is dat ze gelijkwaardig is aan een referentiemethode.

Het meetpunt is vlot toegankelijk, bedacht en gekozen zodat een analyse verricht kan worden bij de representatieve emissie van de lozingen van de installatie.

Als uit de uitslag van de metingen voor een bepaalde parameter blijkt dat de concentratie lager is dan 20 % van de grenswaarde, wordt de periodiciteit voor die parameter op twee jaar gebracht.

Als uit de uitslag van de metingen blijkt dat de lozingsnormen niet in acht genomen worden, verwittigt de exploitant onmiddellijk de toezichhoudende ambtenaar.

Als de overschrijding :

- lager is dan 10 % van de emissiegrenswaarde, kan een nieuwe meting van die parameter binnen drie maanden voorzien worden;

- tussen 10 en 100 % van de emissiegrenswaarde ligt, moet een nieuwe meting van die parameter binnen drie maanden voorzien worden;

- hoger is dan 100 % van de emissiegrenswaarde, moet een nieuwe meting van die parameter binnen de maand voorzien worden; als de overschrijding voortduurt, stelt de exploitant een rapport op waarin hij melding maakt van de oorzaken van de overschrijdingen en van de maatregelen die genomen werden om aan de voorgeschreven normen te voldoen. Dat rapport wordt binnen dertig dagen na de tweede meting naar de toezichhoudende ambtenaar en de technisch ambtenaar gestuurd.

In alle gevallen worden de toezichtsmodaliteiten door de toezichhoudende ambtenaar bepaald.

De analyseprotocollen worden naar de toezichhoudende ambtenaar gestuurd en kunnen voor het overige steeds door hem ingekeken worden.

#### HOOFDSTUK VIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 28.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

De artikelen 5, 6, 7, 8, 9, 23 en 24 zijn van toepassing op de inrichtingen die in werking zijn op 1 januari 2007.

Namen, 22 december 2005.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

---

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 221

[2006/200054]

**22 DECEMBRE 2005. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, pour ce qui concerne les rubriques 01.20 à 01.49.03**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 3, 21 et 87;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'avis de la Commission consultative pour la protection des eaux contre la pollution, rendu le 22 juin 2005;

Vu l'avis de la Commission régionale des déchets rendu le 30 juin 2005;

Vu l'avis du Conseil wallon de l'Environnement pour le Développement durable, rendu le 7 juillet 2005;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, rendu le 12 juillet 2005;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 26 septembre 2005 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que, depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 susvisé, les différents acteurs intervenant lors de la procédure d'instruction d'une demande de permis d'environnement ont mis en évidence plusieurs problèmes liés notamment à l'interprétation des rubriques, au classement inadapté, à l'inégalité entre des activités similaires classées différemment, au manque de lisibilité et à un encadrement insuffisant ou mal adapté; que ces problèmes sont récurrents pour toutes les activités agricoles;

Considérant qu'une première modification de l'arrêté du 4 juillet 2002 susvisé a tenté d'apporter une réponse à certains de ces problèmes; que ces modifications se sont toutefois cantonnées, essentiellement, à l'insertion de notes de bas de page, vidant ainsi de leur sens certaines rubriques ou sous-rubriques et, à l'usage, se révélant lourdes à mettre en œuvre; qu'il est, en conséquence, devenu indispensable de procéder à une révision fondamentale des rubriques afin de proposer une nouvelle classification cohérente, mieux ciblée et d'usage plus simple et ce, tout en offrant un niveau équivalent de protection de l'environnement et du public tel que requis par l'article 23 de la Constitution;

Considérant que la présente modification est modulée selon cinq axes :

1<sup>o</sup> classer de manière séparée les établissements dont l'exploitant, dit "agriculteur", travaille dans le secteur agricole et donc s'adonne, à titre principal, partiel ou complémentaire, à la production agricole, horticole ou d'élevage et les élevages détenus par une personne physique ou une personne morale ne faisant pas partie du secteur d'activité de l'agriculture;

2<sup>o</sup> exprimer les seuils de classement de toutes les rubriques de la même manière;

3<sup>o</sup> reclasser les activités agricoles de la rubrique 01.2 "Élevage" de manière à mieux préserver l'environnement et la population, en particulier pour les élevages dits "hors-sol", en prenant en compte notamment l'impact dû aux nuisances olfactives;

4<sup>o</sup> ajouter de nouvelles rubriques pour y inclure l'élevage d'animaux de laboratoire et les pensions pour animaux et classer les dépôts d'effluents d'élevage situés à proximité de la zone d'habitat et des maisons riveraines;